

Développement et terres coutumières en Mélanésie : un regard de la géographie culturelle

JEAN-BRICE HERRENSCHMIDT

LES PROJETS de développement individuels en milieu rural coutumier mélanésien, qu'ils soient subventionnés ou non, semblent souvent en panne après un temps d'activité relativement court. Les promoteurs connaissent généralement des difficultés à rembourser leurs emprunts, ce qui conduit fréquemment à la saisie du matériel de travail. Les causes structurelles (isolement des îles, économies assistées, manques de débouchés, manque d'organisation des filières marchandes et des transports, insuffisance de la formation en gestion), sont bien sûr non négligeables. Mais il semble que ce soit surtout la motivation des promoteurs qui en est responsable. Comment expliquer l'attitude des nombreux promoteurs qui se contentent d'un projet qui vivote ? Les raisons culturelles ou individuelles pèsent lourd dans cette balance, mais il est nécessaire de prendre en compte un grand nombre de données complexes, complémentaires, parfois contradictoires pour éviter tout lieu commun ethnocentriste. Décoder les motivations profondes des acteurs qui mettent en chantier le « développement », c'est pénétrer dans leurs systèmes d'action générés par leur rapport compliqué, parfois ambigu, à leur Environnement. L'étude de cas proposée laisse entrevoir ce qui peut être méthodologique-

ment reproduit pour déterminer une grille de lecture comparatiste scientifiquement cohérente à l'échelle régionale. Il permet d'évaluer la masse énorme de connaissances des micro-sociétés insulaires qu'il faudrait à chaque fois amasser pour imaginer comprendre la logique inhérente au comportement singulier de chaque acteur. Néanmoins, la confrontation de cas multiples permet de montrer que des fondements culturels se retrouvent à travers la Mélanésie qui contribuent à modeler des représentations et des stratégies, sinon compréhensibles, tout au moins lisibles. Dans tous les cas, l'action, parfois l'inaction, est rationnelle, ce qui l'est moins ce sont les aspirations auxquelles elle répond, tantôt contextuelles et selon un sens pratique poussé, tantôt historiques et philosophiques qui visent continuellement à démêler l'immanence de la transcendance.

L'agriculteur et la Coutume

La culture des paradoxes est rationnelle

Le cas choisi est celui d'un projet agricole mené par un agriculteur de Lifou aux îles Loyauté, petit archipel au nord de la Nouvelle-Calédonie. On appellera ce promoteur « P ».

P travaille la terre depuis de nombreuses années et a bénéficié des différentes possibilités de subventions offertes aux Mélanésiens depuis le début des années quatre-vingt. Mais c'est la provincialisation dans le cadre des Accords Matignon qui a véritablement lancé son projet de verger. Il a pu notamment bénéficier de la construction d'un forage agricole aux abords du terrain à planter et de subventions qui ont allégé ses emprunts pour l'achat d'un petit tracteur avec son matériel et d'un équipement d'irrigation. Le projet prévoit la mise en terre de trois hectares de letchis et de quatre hectares de cultures annuelles : il s'agit d'un projet d'agriculture moderne, irriguée et mécanisée ; les parcelles de terre d'un hectare chacune devant être cultivées devraient dessiner des carrés réguliers de 100 mètres de côté. Au moment de l'enquête, de 1995 à 1997, soit cinq ans après les premières subventions provinciales, seul un hectare de letchis était planté.

Pourtant, notre agriculteur aime le travail de la terre et travaille tous les jours sur son terrain. À chaque saison, de nombreux légumes et cultures vivrières traditionnelles fournissent une quasi auto-subsistance à sa famille, ce qui est finalement assez rare aux Îles Loyauté. Les travaux de défrichage sur brûlis avancent, quant à eux, peu à peu. Comment expliquer qu'après cinq ans, les trois hectares de letchis, soit 300 arbres, ne soient pas encore plantés, et que les produits maraîchers et vivriers ne fassent l'objet d'aucune commercialisation, alors que les traites de remboursement de l'emprunt incitent logiquement à dégager des revenus rapidement ? Il faut, pour répondre à cela, expliciter les paradoxes et les contradictions apparentes dans la manière dont P mène son projet.

En premier lieu, sur le plan économique, le projet permet à P une grande capacité de don, aussi bien à l'intérieur de son clan que vis-à-vis de l'extérieur. Cette capacité de dons est

notamment mise au profit de l'Église, ce qui rapporte à P un prestige important et des soutiens potentiels non négligeables ; cela permet en outre de montrer au clan et à la tribu une sorte de désintéressement, de manière à lever tout soupçon d'individualisme, souvent interprété à Lifou comme de l'égoïsme, et pérenniser son projet.

En second lieu, le clan de P est considéré comme un clan terrien et l'endroit du projet fait bien partie du domaine clanique, d'ailleurs immense. Il suffit donc *a priori* que P s'entende avec son chef de clan, le *Trenadro* (propriétaire terrien), pour mener le projet et planter des cultures pérennes, ce qui est toujours plus facile au sein d'un clan qui « possède » la terre. P se trouve à la tête d'un des lignages composant le clan, car son frère aîné a été « donné » coutumièrement à un autre clan où il a été adopté. Ce frère n'a donc théoriquement plus de droit foncier sur les terres du clan de P et a dû en hériter, en contre-partie, dans son clan d'adoption. Malgré tout, ce frère s'entend bien avec le chef de clan de P sur qui il fait pression pour avoir le droit de cultiver sur le même terrain que son frère P en association avec lui, ce que P refuse catégoriquement. Cela explique que P ait profité d'un événement religieux important dans sa tribu pour démonter l'ensemble du réseau hydraulique installé dans son verger et utiliser les tuyaux comme matériau de construction pour des abris provisoires. Ces abris sont alors restés debout des mois dans l'espoir de dissuader le frère aîné gênant de venir faire du maraîchage sur son terrain. Dans ce contexte, les relations avec le chef de clan sont délicates et P doit jouer finement pour éviter toute tension interne au clan pouvant défavoriser le projet.

Mais des problèmes externes au clan sont encore plus difficiles à gérer socialement. À Lifou, les tribus sont les *Hunami*, littéralement « les lieux pour prier ». Elles ont été constituées au siècle dernier par regroupement de

lignages et de clans différents autour des églises afin de les évangéliser. À peu près à la même époque, un Grand Chef s'imposait dans le Nord de l'île comme Chef suprême du territoire de Wetr, se plaçant désormais au-dessus de tous les chefs de clans composant les micro-sociétés éclatées de ce territoire morcelé. Il plaça alors dans chaque tribu ses sujets et des responsables politiques de la Grande Chefferie afin de contrôler géopolitiquement le réseau des tribus et de constituer de manière réticulaire le territoire de la Grande Chefferie. La tribu de P offre la particularité de regrouper un grand nombre de chefs de clans importants, dont des hauts dignitaires de la Grande Chefferie. Cette situation se traduit aujourd'hui à la tribu par des conflits fonciers importants par lesquels chacun teste son influence politique et ses alliances. Le clan de P y est impliqué car il est en conflit avec un autre clan terrien ayant de hautes fonctions au sein de la structure politique de la Grande Chefferie. Dans cette affaire, l'attitude de P est très déroutante : il soutient évidemment son chef de clan dans le conflit, mais parallèlement, rend régulièrement visite au chef de clan de la partie adverse chez qui il tente de se faire apprécier. Cela ne peut s'expliquer que si l'on connaît l'histoire du clan. Cette histoire est tabou, on n'en donnera ici que les éléments clés. Le clan de P était en fait, dans le passé, une chefferie importante qui s'est fait militairement balayer par la Grande Chefferie (on parle de massacre), mais les deux jeunes fils du chef de clan furent cachés, protégés puis élevés chez un chef allié. Quand les garçons furent grands, le Grand Chef accepta leur réinstallation dans la tribu la plus proche de leur terre d'origine, à condition qu'ils restent discrets, et par sécurité, plaça deux de ses sujets (issus des clans Gala) dans cette tribu comme gardiens des lieux, pour surveiller et espionner les faits et gestes des anciens chefs et pour marquer dans l'espace la suprématie théorique du Grand Chef sur la terre. Depuis, le clan de

P ne ressemble à une chefferie que sur le plan interne : le chef de clan a un *sinehlapa* (une cour) et des *jin* (sujets) mais, vis-à-vis de l'extérieur, il a pris un rôle de *Trenadro* (propriétaire terrien) qui n'a théoriquement aucun pouvoir politique. Ce clan a donc un statut tout à fait exceptionnel, transgressant en cela la dichotomie traditionnelle entre chefferies et terriens, entre pouvoir politique et pouvoir agraire, annulant la dualité sociologique, pour reprendre l'expression locale, entre le monde des hommes, monde visible, social et politique, et le monde des diables, monde invisible des ancêtres, des esprits, auquel appartiennent les terriens. Dans ce contexte, le conflit foncier avec le clan terrien proche du Grand Chef joue un rôle de défiance visant le Grand Chef lui-même. Mais la tentative de rapprochement du promoteur P avec le chef de clan adverse, sous couvert de militantisme politique et de réunions électorales, cache en réalité une stratégie d'alliance avec le gendre de ce chef de clan. Ce dernier est un militant et leader actif d'un parti politique, mais également et surtout pour P, le fils d'un des deux Gala gardiens de la terre placés par le Grand Chef à la tribu, et dont P espère s'attirer la sympathie et le soutien pour les questions foncières, au cas où les relations avec son chef de clan viendraient à se détériorer. P reste finalement assez neutre dans le conflit foncier qui implique son clan, mais en utilisant les réseaux politiques modernes, il espère manipuler discrètement à son avantage les soutiens coutumiers potentiels extérieurs au clan et hiérarchiquement supérieurs, permettant d'assurer les positions foncières de son projet en cas de conflit interne au clan ; ce qui n'empêche nullement P de soutenir son chef de clan lors de confrontations coutumières officielles.

En résumé, le jeu social complexe, interne et externe au clan, oblige P à tirer sans cesse toutes sortes de ficelles pour optimiser les chances de réussite de son projet et tendre vers

le consensus : un certain niveau économique, le prestige, la religion, la politique, l'amitié...

Stratégies et représentations

Notre promoteur P semble tout mettre en œuvre pour son projet et n'investir socialement que pour mieux l'asseoir. Bien sûr, ses stratégies se fondent sur un certain nombre de données objectives, structure et histoire du clan, position foncière, géographie du lieu, opportunités contextuelles... Mais il semble que ces stratégies soient élaborées essentiellement selon la représentation que P se fait de sa position sociale, foncière, politique, de ses atouts, de ses contraintes. C'est parce qu'il appréhende sa société comme une société holiste et qu'il s'y inscrit socialement, à la place que cette société lui a attribuée, qu'il fonctionne aussi prudemment et qu'il y investit toute son intelligence. Mais en Mélanésie, il y a toujours corrélation entre représentation sociale et représentation spatiale, l'identité est inscrite dans la terre.

Une analyse fine du paysage et de la structure spatiale du terrain en voie d'aménagement a permis de se poser la question suivante : les Îles Loyauté sont bercées quotidiennement par les alizés du Sud-Est, or le brise-vent de 200 m planté le long du verger suit une direction Est-Sud-Est, Ouest-Nord-Ouest, c'est-à-dire qu'il est à très peu de chose près dans la même direction que les vents dominants qu'il ne peut briser. S'agissait-il de briser les vents plus rares dûs aux « coups d'Ouest » ? Il semble que non. Partant de cette incohérence, l'enquête a alors cherché à comprendre si l'organisation du terrain avait été volontaire et ce que cette structure voulait exprimer. Il apparaît que le brise-vent est l'élément structurant essentiel dans la construction du projet. Il ne joue pas sa fonction agronomique initiale et il s'agit au contraire, de manière assez typique, de la réinterprétation d'un outil préconisé par les tech-

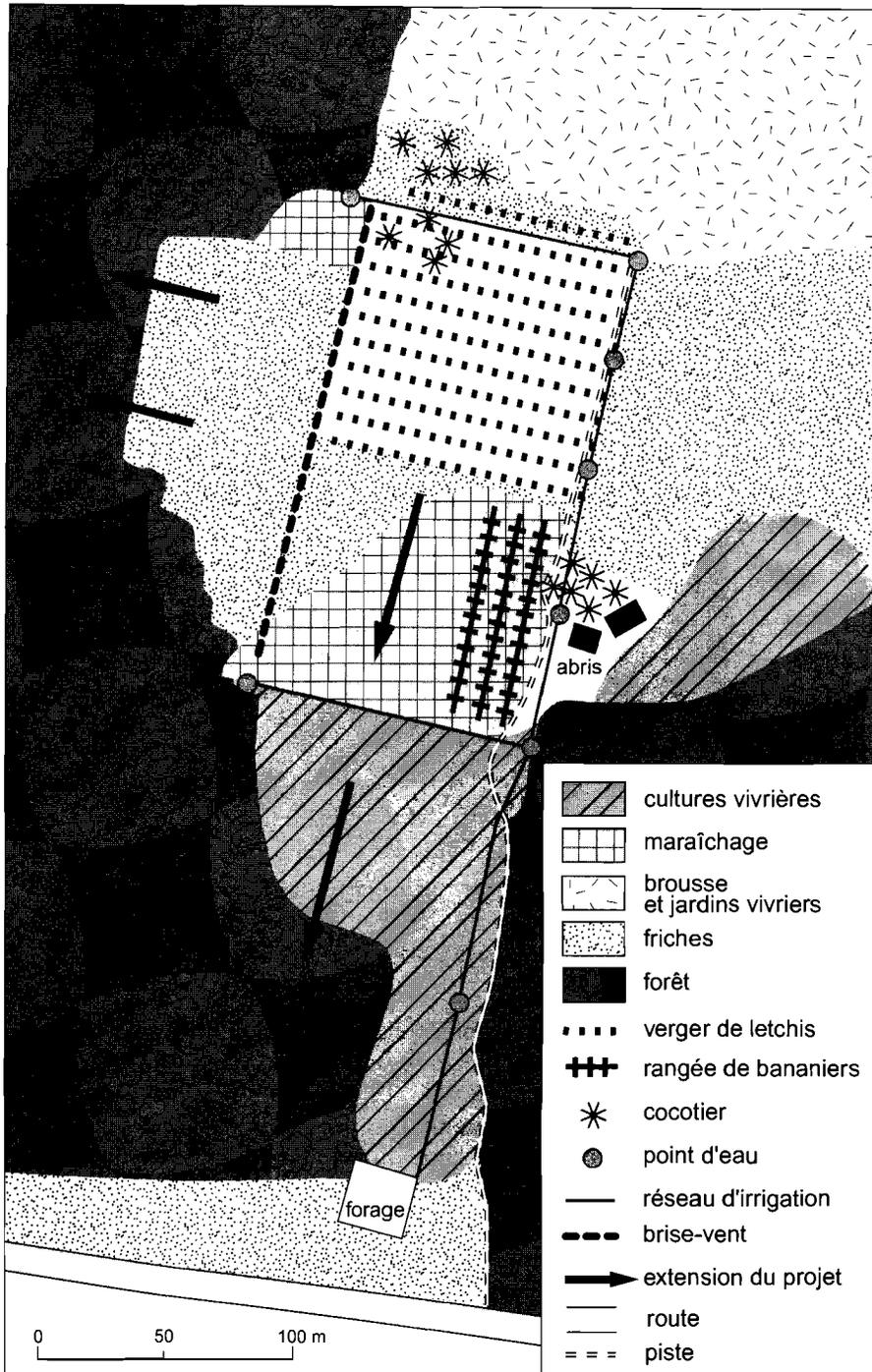
niciens du développement au moment du montage financier du projet. Le brise-vent livré dans le lot subventionné fournit alors au promoteur un moyen d'inscrire dans l'espace, de manière lisible pour les générations à venir, le sens et la nature qu'il donne à son projet. La forêt qui entoure le terrain suffira à atténuer l'effet érodant des alizés (figure 2).

Le brise-vent devient l'épine dorsale du terrain (figure 2) marquant symboliquement la partition des générations aînées, les ancêtres et le promoteur (1 et 2), des générations cadettes, celles de ses enfants et des générations futures (3 et 4).

Par ailleurs, les lieux sacrés où les membres du clan continuent de planter les ignames, tubercules sacrées, sont les lieux mythiques d'origine des ancêtres qu'ils continuent d'habiter. Ces jardins sont des *territoires enchantés* habités par les « lutins » (*tepolo*), où il est déconseillé de circuler la nuit. Le verger de P s'arrête là où commence l'emprise du tabou. P se considère comme un « diable », un terrien, et son rôle est de mettre en valeur la terre, de l'aménager selon un plan d'occupation du lieu qui soit respectueux des ancêtres et des lieux où s'inscrit l'histoire du groupe. La connaissance toponymique et topographique devient alors essentielle pour tenir son rang et sa place de terrien, la Connaissance est source de pouvoir et de définition ontologique. Le promoteur cherche à montrer au groupe qu'il connaît les lieux et qu'il les respecte, se montrant garant de la protection des terres sacrées en marquant nettement sur le terrain la limite entre son verger et les terres mythiques.

La limite séparant le verger des terres sacrées et le brise-vent forment alors une croix virtuelle séparant l'espace en quatre quarts (figure 2) par laquelle le promoteur inscrit dans l'espace

Figure 1 (ci-contre).
Plan du projet agricole
du promoteur



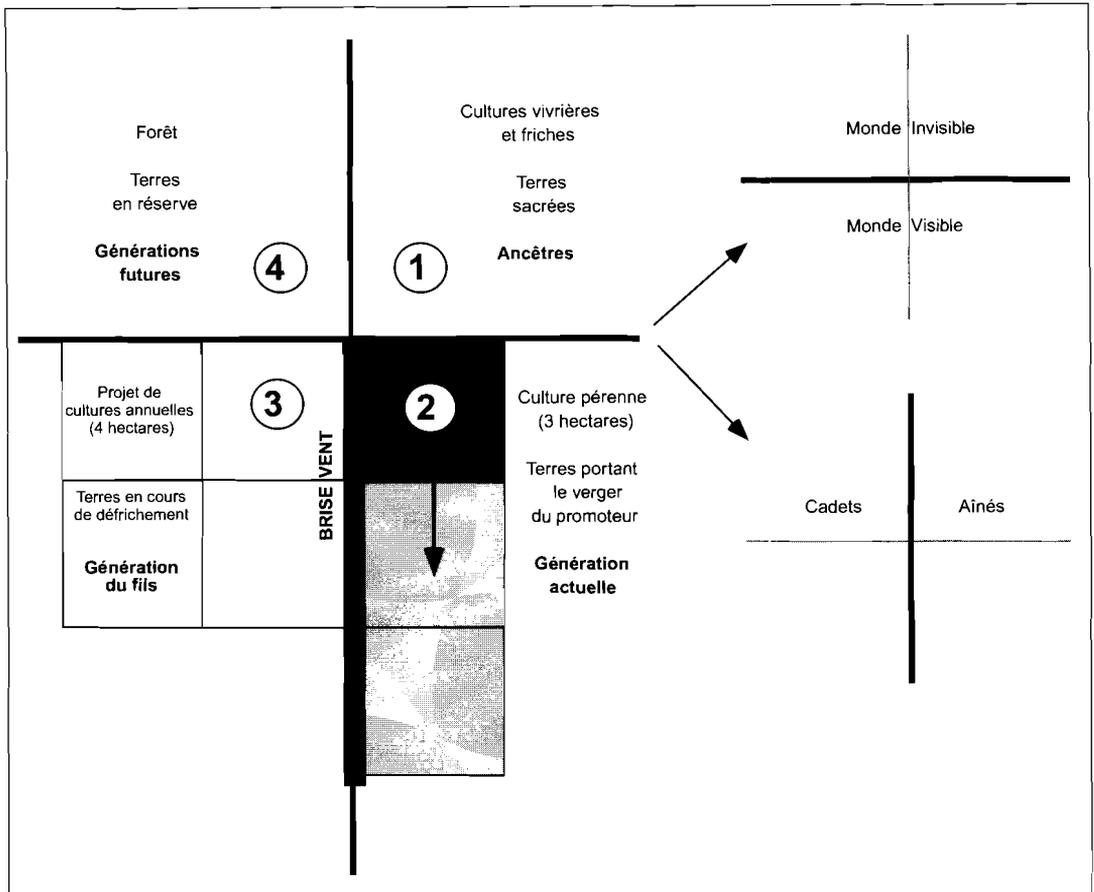


Figure 2.
Structure spatiale du projet et représentations symboliques.

la représentation culturelle du temps social cyclique décomposé en quatre séquences : ancêtres, génération actuelle, génération du fils, générations à venir. On a d'un côté les ancêtres et les générations futures (1 et 4), ceux qui ne sont plus et ceux qui ne sont pas encore, qui habitent la terre et appartiennent au monde invisible, de l'autre, la génération actuelle et la génération du fils (2 et 3), qui appartiennent au monde des hommes vivants, au monde visible.

Le quart 1 est donc celui des terres intou-

chables, sacrées, symbolisant l'enracinement du groupe dans son ensemble, c'est l'identité clanique. Le quart 2 est le verger, ce choix de culture n'est pas aléatoire, elle est la marque pérenne du travail et du passage de P sur la terre, elle est l'expression de la construction individuelle de son identité personnelle et l'image de sa quête d'enracinement dans la terre, sa quête transcendente du statut de terrien, préparant soigneusement sa place d'ancêtre. Le quart 3 est un terrain qu'il défriche afin d'y planter des cultures annuelles en atten-

dant qu'un de ses fils y inscrive à son tour sa trace. Pour l'instant, rien ne presse, il s'agit seulement d'occuper le terrain pour mener à bien le plan, la terre est à celui qui la défriche, qui la travaille. Le quart 4 est couvert de forêt, il est symboliquement une réserve foncière pour les générations futures qui devront la défricher pour continuer le cycle tel qu'il aura été planifié. P sera alors devenu un ancêtre fondateur et aura contribué à donner une identité à sa descendance. Le projet de développement qu'il tente d'implanter n'est finalement que l'expression spatiale de la représentation qu'il se fait de son identité, le projet en est l'élément constitutif autant que la conséquence.

Les « systèmes d'action » entre immanence et transcendance

Dans le cas présenté, le promoteur s'impose silencieusement à l'intérieur du clan comme le régisseur des terres claniques, laissant à son chef de clan le rôle politique, c'est-à-dire le pouvoir ultime de décision sur les terres et les relations extérieures du clan. En cela, le promoteur ne conteste pas la structure sociale interne et externe au clan, il n'agit pas dans le but de transformer les hiérarchies structurelles, bien au contraire, il s'appuie sur elles pour changer progressivement à son avantage la nature des relations à l'intérieur de la structure, la nature des rapports de force et des fonctions liées au rang. Il a en somme une démarche *systemique*, consistant à renforcer la structure pour modeler simultanément et subrepticement la nature des interactions qui l'animent. Cette démarche a pu être observée dans de nombreux cas sur un échantillon large, les « projets de développement » sont fréquemment le support de véritables « systèmes d'actions » par lesquels les acteurs adoptent des stratégies singulières et originales, qui prennent en compte les données multiples et complexes, objectives et subjectives, qui, s'articulant entre elles, justifient leurs actions. La comparaison de ces systèmes d'ac-

tion dans des situations diverses aux îles Loyauté, au Vanuatu et à Fidji, amène des observations contrastées.

En premier lieu, on peut constater que très généralement, l'objectif économique annoncé dans le cadre de projets passe dans les faits complètement au second plan, l'enjeu du projet étant tout ailleurs ; l'économique n'est qu'un outil du système d'action dont les principales motivations sont le jeu social et les enjeux fonciers. Néanmoins, on observe que l'importance de la stratégie économique et ses résultats sont très contrastés d'un projet à l'autre en Mélanésie, mais on ne peut cependant conclure à une corrélation entre le dynamisme du critère économique dans les systèmes d'actions des promoteurs et leur environnement économique, plus ou moins organisé ou dépendant d'un archipel à l'autre. On peut se demander alors si les facteurs culturels jouent dans la définition du dynamisme économique. On remarque qu'il n'y a pas une île qui réussit mieux qu'une autre et qu'il peut y avoir de grandes différences au plan de l'importance du facteur économique entre divers projets au sein d'un même village. Mais si le type d'organisation sociale et politique semble marquer une différence de rapport au monde économique, avec notamment une capacité plus grande à mener un projet individuel pour des promoteurs issus de sociétés à grades que pour des promoteurs de sociétés à titres, le facteur culturel semble jouer surtout d'un clan à un autre, ou entre lignages. En effet, certains groupes réussissent mieux que d'autres et semblent avoir développé une *culture de clan* propice à ce type d'entreprise. Ces cultures claniques semblent se fonder sur un héritage cosmologique et idéologique ancien, qui appréhende l'espace et la société de manière dualiste. Dans les mythes d'origine, la chefferie est le fait des hommes, c'est l'espace social, une organisation politique « civilisée », tandis que les *terriens* appartiennent au monde invisible des ancêtres,

donc des *diabls* et des *lutins*, c'est un espace sauvage, une humanité animale antérieure à la civilisation. Chaque clan, chaque individu se situe et se définit lui-même par rapport à ce grand schéma mythique et idéologique simplificateur, intégrant dans son système d'action ces données de représentation. Le projet de développement se plie alors à ce système. L'action de monter un projet de développement est assimilée à une action de progrès et répond à une aspiration philosophique d'élévation de civilisation. En Mélanésie, mis à part en politique, la propension interne à l'innovation semble faible, alors que la capacité d'absorption, d'assimilation et de syncrétisme est forte. L'innovation vient traditionnellement de l'extérieur, apportée par les nouveaux immigrants qui participent à leur société d'accueil en y apportant leur savoir-faire et leurs techniques. En somme, le progrès est apporté chez les *diabls* enracinés par les *hommes* maîtrisant les routes et qui seront chefs. Par extension, le développement économique moderne étant impulsé par une administration de type occidental, il est en cela assimilé à l'apport de civilisations extérieures plus performantes. Accueillir le développement, c'est accueillir le progrès, c'est s'éloigner toujours plus de l'état de nature pour renforcer l'état de culture. S'investir dans un projet, c'est affirmer une identité d'*homme* et s'accomplir en tant qu'*homme*, par opposition aux *diabls* ; cela revient, dans le schéma social dual, à s'identifier aux groupes des chefferies porteuses de civilisation, c'est appartenir au monde humanisé social et politique qui, dans les mythes, est venu de l'extérieur. Le développement dans ce contexte est immanent aux *hommes*, à ceux dont la fonction est structurellement assimilée à une fonction de construction sociale.

Inversement, le projet de développement peut être également le support d'une stratégie foncière marquée. Il répond alors à une volonté d'aménagement et d'organisation de l'espace

exprimant le renforcement ou l'affirmation de l'enracinement dans les lieux portant le projet. L'empreinte spatiale du projet s'inscrit alors dans la durée, la quête de profondeur symbolique des racines dans la terre reste socialement liée à l'image du terrien, à l'image des ancêtres présents dans l'environnement invisible. Cette quête est celle d'une identité transcendante.

Mais dans le contexte moderne des tribus et des villages qui rassemblent des groupes structurellement différents par leur origine mythique, cette partition idéologique est de plus en plus difficile à assumer et à justifier. Tous appartiennent à cette néo-société tribale ou villageoise supra-clanique ; tous appartiennent donc à la société des hommes, même les terriens. Par ailleurs, le renforcement des chefferies leur permet un contrôle accru du territoire, et donc potentiellement de la terre. Certains groupes liés aux chefferies, au monde social des hommes, ont même parfois un statut équivalent à celui de terriens. L'effacement progressif de cette dualité sociale théorique, idéologique, explique l'ambivalence des stratégies des promoteurs et de leur « système d'action », penchant parfois plutôt du côté de l'expression de l'immanence sociale et politique de leur action, parfois plutôt du côté de l'aspiration à la transcendance par la terre, les deux se complétant souvent habilement. Les promoteurs élaborent alors des systèmes d'action d'une complexité confinant au paradoxe, mêlant des stratégies de court et de long terme, et il est ainsi extrêmement délicat de déterminer ce qui, dans les actes, procède de l'ambition sociale, des enjeux économiques ou des stratégies foncières. Mais nul doute que la terre et l'espace mélanésien restent ce grand livre ouvert dont il faudra apprendre à lire la nouvelle écriture: la marque que laisse ces projets dits de « développement ».